

NOUREDDINE CHEROUATI À LA PRESSE :

«Il n’y a pas d’affaire Sonatrach mais des affaires de personnes»

«Il n’y a pas d’affaire Sonatrach mais des affaires de personnes de Sonatrach.» L’assertion émane du P-dg de la compagnie, Nouredine Cherouati.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Les choses se passent normalement», assure le P-dg de Sonatrach, Nouredine Cherouati qui a animé hier une conférence de presse, la première depuis sa nomination en mai 2010 et consacrée aux résultats provisoires de l’exercice écoulé. Malgré, dira-t-il, «certaines hésitations», Sonatrach a continué de «fonctionner normalement» et reste une «belle société», une «institution forte». Tout en se tenant

à la réserve, d’autant que la justice traite des affaires impliquant le précédent staff dirigeant, Nouredine Cherouati n’en a pas moins affirmé qu’«il n’y a pas d’affaire Sonatrach mais des affaires de personnes de Sonatrach». Et d’apporter quelques précisions sur des projets sujets à controverse, telle la réalisation du Centre des conventions d’Oran (CCO), celle du club pétrolier et d’une piscine. Ainsi, le P-dg de Sonatrach a affirmé que la réalisation de la pisci-

ne est quasiment terminée et que les athlètes du Groupement sportif des pétroliers (GSP) pourront l’utiliser prochainement.

De même que M. Cherouati assure que «tout a été audité» concernant la réalisation du CCO, en cours de «réception définitive». Voire qu’il n’y a pas de surfacturation», la réalisation ne coûtant pas 500 millions d’euros, comme supputé mais moins de 400 millions d’euros. Concernant la réalisation du Club pétrolier, Nouredine Cherouati a affirmé qu’un «problème de délai se posait» et que la renégociation s’imposait

ainsi qu’un avenant. Auparavant, le manager de Sonatrach avait indiqué que la compagnie, sur instruction des pouvoirs publics, adapte sa réglementation et fonctionnement en matière de passation des marchés, de manière plus «stricte».

Par ailleurs, le P-dg de Sonatrach, qui était accompagné des vice-présidents Amont, Commercialisation, Transport et Aval, a indiqué que la masse salariale de la compagnie a augmenté de 8%. Autre annonce, la dissolution et l’«absorption» de l’Entreprise nationale des industries pétrochimiques (Enip) au sein de la division pétrochimie de la compagnie, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Par ailleurs, Sonatrach entend doubler progressivement l’effort d’exploration et de recherche mais aussi envisage de développer l’«industrie» du développement des gaz de schiste, estimés potentiellement à 2 400 milliards de mètres cubes. A charge cependant, dira le P-dg de la compagnie, de «s’y préparer», assurer l’encadrement technologique et logistique en vue de générer une valeur

ajoutée «locale». Concernant la cession potentielle des actifs de BP à Sonatrach, Nouredine Cherouati a assuré que «le dossier n’est pas mûré» et que «Sonatrach n’a pas encore décidé si elle allait exercer son droit de pré-

emption ou non». Quant aux projets de gazoducs trans-méditerranéens Galsi et Medgaz, en «phase définitive», le premier manager de Sonatrach s’est également montré rassurant sur leur livraison.

C. B.

Résultats provisoires 2010

- Production hydrocarbures primaires : 214 millions de Tep (tonne équivalent pétrole).
- Transport par canalisation : 223 millions de Tep.
- Liquéfaction de gaz naturel : 31 millions de m³ de GNL.
- Séparation de GPL au nord : 7 millions de Tep.
- Exportations (volumes) : 116 millions de Tep.
- Exportations (valeurs) : 56 milliards de dollars.
- Prix moyen brut (Sahara Blend) : 80 dollars le baril, en hausse de 29%.
- Quota Algérie au sein de l’Opep : 1,22 million de barils/jour, susceptible de hausse.
- Marché national (volumes) : 36 millions de Tep
- Marché national (valeurs) : 205 milliards de dinars.
- Fiscalité pétrolière y compris TPE (taxe sur les profits exceptionnels des associés) : 2844 milliards de dinars dont 1,6 milliard de dollars pour la TPE calculée en volumes).
- Investissements en Algérie : 14 milliards de dollars, en hausse de 5% par rapport à 2009.
- 29 découvertes d’hydrocarbures dont 27 en effort propre de Sonatrach.
- Importation de 1,27 million de tonnes de produits pétroliers dont 380 000 tonnes de gasoil.

C. B.

**LANCEMENT DES ÉCOLES DE FOOTBALL PAR SONATRACH**

**Le projet est relancé, mais...**

La création d’écoles sportives de proximité, du football notamment, est relancée selon le P-dg de Sonatrach. Certes, Nouredine Cherouati indique que la coopération financière continue avec le Groupement sportif des pétroliers (GSP), même si Sonatrach «n’a pas le temps de s’y intéresser», et que des contacts sont lancés avec le ministère de la Jeunesse et des Sports et avec les structures sportives locales pour relancer ces écoles. Néanmoins, Nouredine Cherouati assure que si l’initiative reste «louable», le problème se pose cependant en termes de rentabilité, d’attractivité des élèves et de transparence de l’opération. Soit, d’assurer la traçabilité en matière d’autorisation de dépenses et une gestion comptable et financière correcte.

C. B.

ARCELORMITTAL EL-HADJAR

Les négociations aboutissent à un accord

C’est un accord qualifié d’historique par le secrétaire général du syndicat de l’entreprise ArcelorMittal El-Hadjar, Smaïl Kouadria, auquel a abouti le partenaire social après vingt-quatre heures de négociations avec le conseil d’administration de l’entreprise.

Selon une déclaration de Kouadria, cet accord porte sur la rénovation de la cokerie pour un montant de 90 millions d’euros, la réhabilitation du haut fourneau n°2 et agglomération qui coûtera 102 millions d’euros, la réhabilitation des aciéries avec transformation et mise en place d’une unité de DRI réduction directe qui nécessitera une enveloppe financière de l’ordre de 300 millions d’euros. Entamées lundi en milieu d’après-midi, les négociations entre les deux parties ont abouti à une augmentation de 150 millions d’euros du capital social de la société. Le groupe mondial de la sidérurgie du Luxembourg mettra 105 millions d’euros dans cette augmentation, alors que l’apport du groupe étatique Sider est fixé à 45 millions d’euros. Les autres décisions prises concernent la remise en l’état de la ligne de chemin de fer reliant la mine de fer de l’Ouenza (Tébessa) au complexe d’El-Hadjar (Annaba). Le problème à l’origine de la paralysie du complexe a lui aussi été réglé. Ainsi, 200 premiers agents de la sous-traitance seront intégrés à ArcelorMittal à partir du 1<sup>er</sup> février 2011, alors que 290 autres le seront au début du mois de juin 2001. Pour les 200 restants, qui ont moins d’expérience, ils seront intégrés au début de l’année 2012.

A. Bouacha

EN ATTENDANT L’IDENTIFICATION DES PROJETS

Les Allemands prospectent dans le solaire

Les ambitions affichées de l’Algérie en matière d’énergie solaire attisent l’appétit des entreprises allemandes. Une dizaine d’entre elles prospectent, même si pour l’instant les projets restent toujours à identifier et que la question du coût de l’électricité produite continue de faire débat.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)

- A la recherche de visibilité, une dizaine d’entreprises allemandes sont à Alger pour tenter de définir les possibilités de partenariat dans le domaine du solaire.

La contribution de la partie allemande est pour le moment difficilement quantifiable en raison de la multitude de projets à l’image de Desertec ou de celui qui entre dans le cadre de l’Union pour la Méditerranée (UPM). Même lorsque la visibilité sera enfin de la partie, la question du coût de l’électricité reste à débattre. Les participants à la rencontre organisée hier par la Chambre algéro-allemande de commerce et d’industrie sont formels : la grande majorité de l’énergie produite en Algérie sera destinée à la consommation locale. Les prix seront alors certainement alignés sur ceux de l’énergie plus conventionnelle. Une plus grande liberté dans la fixation des prix sera possible pour l’électricité destinée à l’Europe. Un avis que partage la directrice Stratégie de Sonelgaz qui a expliqué que la question des prix était à l’étude et que le moment venu, des mécanismes d’accompagnement seront certainement mis en place pour, d’un côté, assurer la rentabilité des projets et d’un autre ne pas dépasser les plafonds actuels en matière de coûts. En attendant

la concrétisation des projets, les entreprises allemandes manifestent un grand intérêt pour le solaire. Des projets de coopération existent déjà, notamment dans la Mitidja et à Hassi R’mel, en attendant que le gouvernement algérien précise davantage ses inten-

tions en matière d’investissement dans le solaire, notamment en ce qui concerne la soixantaine de projets à concrétiser. Trois entreprises allemandes ont également soumissionné pour le projet de fabrication de panneaux photovoltaïques. L’Algérie envisage de produire 40% des besoins nationaux en électricité à partir du solaire et de l’éolien à l’horizon 2020, mais la position de l’Algérie vis-à-vis des nombreux projets,

Desertec notamment, est restée longtemps très floue. Après s’être dit non concernée par ce projet, l’Algérie a fini par lui dire oui par la voix du président de la République qui, en visite en Allemagne, a donné son aval. Le ministre de l’Energie avait finalement fini par dire que l’Algérie attendait d’y voir plus clair avant de s’engager. Les entreprises allemandes sont dans la même position. Elles attendent.

N. I.

INSUFFISANCE RÉNALE CHRONIQUE

Bientôt un plan national

Un plan national de l’IRC (insuffisance rénale chronique) 2011/2014 est en cours d’élaboration par le ministère de la Santé. C’est ce qu’a indiqué le Dr Rayane, président de la Société algérienne de néphrologie, de dialyse et de transplantation, hier, à Alger.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «A ce jour, nous ignorons l’incidence et la fréquence de l’insuffisance rénale dans notre pays. Même son aspect épidémiologique est mal cerné. Outre l’état des lieux, le plan national de l’IRC vise à mettre en place un registre national des insuffisants rénaux, organiser les soins et surtout faciliter l’accès à la transplantation», explique le Dr Rayane. Les spécialistes proposent ainsi la prise en charge de 8 000 patients dans le cadre de ce plan. S’agissant des centres d’hémodialyse, le Dr Rayane a appelé le ministère de la Santé à établir une carte sanitaire qui permettra de définir l’implantation de ces infrastructures spécialisées publiques ou privées à travers le territoire national. Toutefois, il a souligné l’importance d’«obliger les centres d’hémodialyse privés à inscrire leurs patients pour la transplantation rénale». Quant aux enfants dialysés, l’intervenant a affirmé qu’un seul centre de dialyse pédiatrique existe en Algérie. «Outre celui d’Oran, il faut des centres de dialyse pédiatrique au

Centre, à l’Est et au Sud du pays», a-t-il dit avant d’ajouter : «Les centres de dialyse privés refusent d’admettre les enfants hémodialysés. Ces cas sont difficiles et méritent plus d’attention. Les centres privés font dans la facilité. Comme les enfants constituent pour eux un fardeau, ils ne reçoivent que les patients adultes». Pour sa part, Mohamed Boukhers, président de l’Association des insuffisants rénaux (FNIR), a précisé que «les enfants hémodialysés ne bénéficient pas de l’hormone de croissance ainsi que du suivi psychologique». Il a également soulevé le problème du personnel «non qualifié» au niveau des hôpitaux. «Les hôpitaux sont dépourvus de personnel spécialisé en dialyse et de personnel chargé de la maintenance de l’appareillage de l’hémodialyse», a-t-il encore souligné. De son côté, le président de la FNIR, Mustapha Boukheloua, a rappelé qu’actuellement, près de 16 000 malades sont traités par hémodialyse dans plus de 250 unités spécialisées publiques et privées à travers tout le territoire. «Comme il n’existe pas de prévention ni de suivi de cette pathologie, aucune statistique, ni prévalence sur les nouveaux cas ne peuvent être élaborées», dit-il, avant d’ajouter que «seuls 1 000 insuffisants rénaux ont bénéficié d’une greffe en Algérie et à l’étranger depuis 1986».

R. N.